



# Un dramatique échec : la "Politique de la ville"

SELON la Cour des comptes, la "Politique de la ville" a coûté une centaine de milliards d'euros en vingt-quatre ans. Combien de milliards, exactement ? Et à quoi ont-ils *vraiment* servi ? La Cour des comptes l'ignore. Côté dépenses, cette Cour aux propos châtiés parle même de "machine sans compteur".

Ruineuse, la "Politique de la ville" est aussi désastreuse. Alors que, dès les années 1970, son seul objectif était d'insérer les "quartiers chauds" dans le droit commun et d'y faire émerger des élites policées, ces mêmes quartiers sont pour la plupart devenus de périlleux ghettos où des gangs contrôlent de juteux trafics illicites, et "tiennent" des politiciens complices ou terrifiés.

Même la presse de gauche le déplore. Pour le *Nouvel Observateur* (10/01/2013) la "Politique de la ville" "n'a pas empêché la ghettoïsation progressive... la répétition des émeutes et la montée des bandes en lien avec les trafics de drogue". Et pour *Le Monde* (7/06/2013) : "ghettoïsation d'une population issue de l'immigration maghrébine, désarroi social, chômage des jeunes, précarité, pauvreté, violence et trafics en tout genre"... "On meurt dans les cités sensibles plus que partout ailleurs en France".

Dans le quartier toulousain du Mirail par exemple (bien sûr, territoire de la "Politique de la ville"), "les voyous sont structurés en équipes de malfaiteurs... Le trafic de drogue s'est aggravé de manière quasi-exponentielle ces dernières années... la présence des trafiquants pèse de plus en plus". (*Le Monde*, 7/02/2014).

Au-delà même d'un sévère banditisme, les "quartiers de la politique de la ville" monopolisent les violences urbaines (embuscades visant les forces de l'ordre... incendies massifs de véhicules et de bâtiments... constantes guerres de gangs, assassinats à l'arme de guerre, etc.). Lisons le "Rapport au premier ministre du Centre d'analyse stratégique" (2006, sur l'explosion de violence de 2005) : "Les communes relevant de la "Politique de la ville" y semblent plus sensibles,

concentrant l'essentiels des faits (violences, incendies volontaires, etc.)... Dans la Petite couronne [*parisienne*], les communes de la "Politique de la ville" ont été le théâtre de la plupart des incendies de véhicules de la phase initiale", etc.

### ***(En mode stérile) : cent fois sur le métier...***

En juin 2014 et pour la vingtième fois, sinon plus depuis l'origine, l'actuel gouvernement a "rebattu les cartes" de la "Politique de la ville". Décodeur : fictivement et pour la galerie, le ministre du jour a prétendu redresser et améliorer une "politique", en fait invariablement désastreuse depuis... 37 ans.

L'ancêtre de la "Politique de la ville" remonte en effet à 1977 ; Il s'appelait "Habitat et vie sociale". 37 ans ! Cette "politique" est ainsi le plus immuable, ruineux et stérile des cadavres politiques encombrant les placards de la France officielle.

Au printemps 2014 donc, voici le dernier acte thanatopraxique concernant la "Politique de la ville" : "nouvelle géographie prioritaire"... critères d'attribution centrés sur la "vraie misère"... En fait, on remaquille le cadavre.

Car depuis près de quarante ans, on le verra plus bas, on sert toujours le même cocktail doctrinal Bonnemaïson-Dubedout concocté en 1981-1982 ; et la même inepte recette d'aide-aux-associations-plus-rénovation-urbaine.

Mais nul ne dénonce jamais l'accablant échec au long cours. Quasi-unanime, la classe politique fait comme si tout cela n'existait pas. Comme si chaque année, des milliards d'euros n'était pas jetés dans le gouffre ; comme si les cadavres criblés de balles ne jonchaient pas ces quartiers.

Fatalement, on songe ici à la métaphore de l'"éléphant dans la pièce", l'écrasante présence que nul n'ose évoquer. La "Politique de la ville", c'est l'éléphant dans la pièce "à la française".

Ci-après, en sept questions, tout le nécessaire pour dénoncer ce ruineux et criminogène "éléphant" : d'où provient-il ? Quelles âneries dit-on sans cesse à son propos ? Combien coûte-t-il ? A quoi sert-il ? Et bien sûr, quels désastres a-t-il provoqués, comment et pourquoi.

Enfin, un mot sur les coupables : les concepteurs de l'"éléphant" invoquent tous la "morale de l'intention" : Nos intentions étaient pures... L'échec ce généreux projet nous attriste. Or ces irrecevables jérémiades n'exonèrent pas les apprentis-sorciers de la "politique de la ville". Pour s'en convaincre, lisons (dans "*Les origines de la France contemporaine*") ce que dit Taine de l'art de gouverner :

« Ce qu'on appelle un gouvernement, c'est un concert de pouvoirs qui chacun, dans un office distinct, travaillent ensemble à une œuvre finale et totale. Que le gouvernement fasse cette œuvre, voilà tout son mérite ; une machine ne vaut que par son effet. Ce qui importe n'est pas qu'elle soit bien dessinée sur le papier, mais qu'elle fonctionne bien sur le terrain. En vain les constructeurs allégueraient la beauté de leur plan et l'enchaînement de leurs théorèmes : on ne leur a demandé ni plans ni théorèmes, mais un outil ».

Pour la « politique de la ville », cette fulgurante définition est une sentence de mort.

## **1 - D'où vient la "Politique de la ville" ? Quelle origine, quel fondement idéologique a-t-elle ?**

Dès l'origine - les socialistes sont alors au pouvoir - l'objectif autoproclamé de cette "Politique" est limpide : "éviter le décrochage social...corriger les inégalités... Fournir un cadre permettant de résorber la misère" ; un quart de siècle plus tard, la loi Borloo (droite libérale) prône toujours la "réduction progressive des écarts constatés avec les autres villes et quartiers, retour au droit commun... resocialiser les habitants des quartiers sensibles, en améliorant leur habitat, leur accès à l'emploi et aux prestations sociales".

Ainsi, le "Plan Bonnemaison" (décembre 1982, gauche) prévoyait : rénovation de l'habitat et mesures d'ingénierie sociale d'inspiration progressiste ; puis la droite libérale prôna la "mixité de l'habitat par la rénovation urbaine", tout en récitant le même mantra sur l'exclusion et la "diversité" : bonnet blanc et blanc bonnet.

Des décennies durant et tour à tour, gauche et droite libérale ont ainsi déversé sur les 751 "zones urbaines sensibles" (ZUS), cœur de la "Politique de la ville", une grêle de plans, pactes et programmes, tous des clones du plan Bonnemaison de 1982 : rénovation de l'habitat, aide aux associations locales, etc. Un incohérent empilage de mesures au final toxique pour l'objectif même de la "Politique de la ville" : paix sociale, sécurité des habitants, retour des emplois.

## **2 - "Ghettos... relégation... damnés de la terre"... quartiers et habitants de la "politique de la ville" : vérité ou propagande ?**

Sur les fameux "quartiers chauds", les médias et les politiciens font d'ordinaire du misérabilisme : dans les "quartiers pauvres" et "territoires de relégation", croupirait une "jeunesse abandonnée et méprisée... moins dangereuse qu'en danger" ; des damnés de la terre condamnés à "une vie de galère", ne quêtant au fond qu'"un peu d'attention et de reconnaissance". Or confronté aux faits, cet hugolien catéchisme est parfaitement faux.

• *Manque d'équipements urbains, sociaux, etc. (expliquant la révolte et la violence) : FAUX !* Voici les (classiques) plaintes des habitants de la "cité des Poètes", à Pierrefitte (93), scène du récent lynchage d'un jeune nomade : "Ici, il n'y a pas un ciné, pas un centre commercial, pas une piscine, pas un parc pour les enfants, rien" (*Le Monde*, 19/06/2014). Mais on verra plus bas que, dans des cités disposant de tous les équipements sociaux possibles (La Villeneuve, à Grenoble, par exemple), de pires crimes encore sont perpétrés ! Puisqu'il se commet autant d'exactions, voire plus, dans les cités disposant d'équipement sociaux modernes que dans celles qui en sont dépourvues, là n'est donc pas l'explication de ces violences.

• *Misère (expliquant la révolte et la violence) : FAUX !* Pour l'Insee, la Seine Saint-Denis est le 15<sup>e</sup> département le plus riche de France - sans même sa florissante économie souterraine. Ajoutons-y les milliards de la drogue : ce département est en réalité l'un des plus riches du pays. Cela se prouve : quand la police réussit de

grosses opérations anti-drogue dans des "cités chaudes" locales, les loyers impayés y explosent de + 40% (*Le Figaro*, 19/07/2011), preuve que les occupants desdits logements vivent surtout du narcotrafic.

Mais quels sont les départements les plus pauvres ? L'Ariège (91<sup>e</sup>), le Cantal (92<sup>e</sup>) et la Creuse (96<sup>e</sup>). Ce, sans compensatoires trafics illicites. Cependant : où brûlent les voitures ? Où tire-t-on à la Kalachnikov sur les policiers ? Dans la Creuse ou en Seine-Saint-Denis ?

• *Les pauvres sont « assignés à résidence » et entassés dans de lointains territoires de relégation : FAUX !* A l'échelle du Bassin parisien entier, la Seine Saint-Denis est dans une position centrale, non dans un coin perdu. Surtout, les « Zones urbaines sensibles » (ZUS) du Neuf-trois et de l'Île-de-France ont la population *la plus mobile du pays* (Taux de mobilité de 61%, selon l'observatoire national des ZUS).

Encore, les "pauvres" ne sont pas "entassés" dans les zones urbaines sensibles qui plutôt tendent à se vider. Fin 2010, l'INSEE nous apprend que les ZUS se dépeuplent : "La population des 717 ZUS métropolitaines a diminué de 2,3% depuis 1999, alors que la population totale augmentait de 0,7%". Là encore, que de bobards.

Enfin, l'espace rural (18% de la population métropolitaine, 11 millions d'habitants) compte désormais 32% d'ouvriers, 27% d'employés - seulement 7% d'agriculteurs - sans que nulles exactions ne s'y commettent, ou presque.

Voyons concrètement quel est l'équipement d'un des pire coupe-gorge de France, avec massifs trafics de stupéfiants, tirs à l'arme de guerre sur la police, etc. : le quartier de la Villeneuve à Grenoble (15 000 habitants environ). Il s'étend sur 167 hectares, dont 66 ha. d'espaces verts et compte 2 piscines, 4 gymnases, une patinoire, 8 "équipements culturels", 3 collèges, 6 écoles primaires, 5 établissements de formation professionnelle supérieure. Pour le maire de la ville "c'est un quartier récent, bien équipé en structures publiques, crèches, écoles, collèges et centres sociaux".

Pour le *Parisien* : "rien n'y manque... commerces équipements sociaux et sportifs... marché quotidien" ; et le *Monde* "L'un des mieux dotés de la ville en matière d'aides à l'insertion... centres sociaux... guichets d'aide aux démarches administratives, etc."

Posons maintenant les questions qui fâchent :

- Sommes-nous à Calcutta ? Où sont les damnés de la terre ?

- Mais surtout : quelle ville rurale comparable du Cantal ou de la Creuse bénéficie-t-elle d'un tel luxe social ? Aucune. Et quel est le niveau de criminalité dans ces communes pauvres ? Quasi-nul.

### **3 - "Politique de la ville" : combien ça coûte ? D'où vient, où va l'argent ?**

Grand mystère. Seule certitude : cette "politique" est pharaonique : (*Le Monde*, 31/07/2011) : "300 villes concernées par ces immenses chantiers... 138 000 logements démolis, 132 000 reconstruits - des dizaines de milliards d'euros en cause, on le verra plus bas.

Or un rapport après l'autre (Cour des comptes, etc.) dénonce la parfaite opacité de toute l'affaire : (*Le Monde*, 16/10/2010) : "Les députés ont tenté, en vain, de mesurer l'effort des différentes administrations dans les zones urbaines sensibles". (Cour des comptes, rapport, 2012) : "Il n'existe aucun outil permettant de chiffrer, donc de vérifier, les efforts des administrations envers les quartiers en difficulté".

Quelques indications cependant, fournies à la louche et faute de mieux par la Cour des comptes, le gros des sommes évoquées concernant la "rénovation urbaine" :

- de 1989 à 2002, la "Politique de la ville" aurait coûté 50 (cinquante) milliards d'euros.
- de 2002 à 2013, environ 42 (quarante-deux) milliards d'euros.
- 2014 à 2024 : "au total près de 20 milliards d'euros seront investis" (*La Tribune*, 17/06/2014).
- Pour la seule année 2014 : "5 milliards d'euros de fonds publics pour 2014, dont 350 millions d'euros, au titre de la seule "Politique de la ville", pour les quartiers prioritaires" (*20 Minutes*, 18/06/2014).

Mais concrètement, où va cet argent ? Là encore, nul ne semble savoir. Dès 1998, *Le Monde* parle de "graves dérives" et souligne qu'"aucune structure ne contrôle ni ne coordonne l'évolution des crédits". En 2002, la Cour des comptes constate que d'énormes subventions sont déversées à l'aveuglette sur 15 000 associations dont on ignore tout ; ce, dans un total manque de contrôle.

Intarissables dans le registre tableaux - cartes - chiffres en tout genre, les rapports de l'Observatoire national des zones urbaines sensibles sont muets sur le coût global de la politique de la ville.

Hypothèse réaliste : au moins en partie, ces milliards d'euros auront servi à amadouer des émeutiers et des racketteurs - nous verrons comment, en scrutant plus bas la variété marseillaise de la "Politique de la ville".

### **4 - Quels sont les résultats concrets, mesurables, de cette "politique" ?**

Résultat néant. Les minimum cent milliards d'euros dépensés pour la "Politique de la ville" de 1990 à 2013 n'ont atteint aucun de ses objectifs de départ. Bien au contraire, les fameuses zones urbaines sensibles deviennent toujours plus des ghettos en proie au crime.

Mais ces pharaoniques rénovations ont-elles au moins amélioré la vie des résidents ? Non : selon l'Observatoire national des ZUS lui-même (*Le Monde*, 19/12/2013) "72% des ménages interrogés estiment que [*les rénovations urbaines*]

n'ont pas changé leur quotidien... "La rénovation urbaine change le visage des quartiers... Mais les destructions de barres et de tours déplacent le problème, voire en créent de nouveaux alentours". En jargon bureaucratique, cette migration (après démolition) des voyous et *dealers* d'un hall d'immeuble à l'autre s'appelle aimablement un "transfert de difficultés".

Ainsi, par milliards d'euros, la "politique de la ville", côté "rénovation urbaine", répand largement la peste même qu'elle était censée résorber. De cela, une autre preuve (*Le Monde*, 19/06/2014, "A la cité des Poètes, on est condamnés à se faire justice nous-mêmes") Dans cette tristement célèbre cité, le journaliste dépeint "les chantiers perpétuels de la rénovation urbaine" - puis y observe le plus notoire marqueur du ghetto : "Aux Poètes, la solidarité de quartier a pris le pas sur la justice, la violence s'est banalisée, notamment chez les plus jeunes".

Or l'objectif primordial de la "Politique de la ville" est de faire disparaître les ghettos ; mais plus avance la "rénovation urbaine" et plus ils se pérennisent.

Dans les quartiers de la "Politique de la ville", la criminalité et les violences urbaines concernent surtout trois "fronts" :

- Le "front" des cités hors-contrôle, où règnent les voyous,
- Le "front" des réseaux de transport, dont les racailles font leurs territoires de chasse,
- Le "front" des lieux d'enseignement, où les jeunes voyous, qui s'évitent sinon soigneusement, doivent se fréquenter - avec les violences que cela suscite.

Sur ce dernier "front", voici Epinay-sur-Seine (93), ayant signé en 1989 sa première convention "développement social des quartiers". Voici ce qu'en dit *Le Monde* (28/05/2014, "La guerre des bandes à Epinay-sur-Seine gagne les collèges") "batailles rangées devant les établissements et dans les parcs...élèves et professeurs agressés...armes brandies dans les cours... Un professeur étranglé et mis à terre en plein cours par un élève à qui il tentait de confisquer un portable... bagarres générales dans la cité...attaques à coups de battes de base-ball". Les enseignants gémissent "on se fait bousculer, les élèves, agresser"... Bien sûr, une inspection académique totalement aveugle : "Ce n'est pas Beyrouth, ni la guerre"...

De graves violences qui ne datent pas d'hier - rappel : dans la nuit du 13 juillet 2001 à la Cité du Galion d'Aulnay-sous-Bois (93), une bande armée sabote le central électrique. Tout le quartier (23 000 habitants) est plongé dans le noir. Avec une voiture-bélier, la bande défonce le portail du bâtiment de la Protection maternelle et infantile et l'embrase. Un incendie si violent que dans l'immeuble voisin, les volets *fondent* le long des murs. Enfin, les pompiers sont attaqués à la barre de fer et leur véhicule, percuté par une pelleteuse conduite par les bandits.

Peu après l'orgie de violence, trois voyous sont cependant arrêtés. Lisons le Code pénal. « Vol en bande organisée avec usage d'une arme » (311.9)... « Tentative de meurtre » (221.1) : ce sont des *crimes*, dont les auteurs (majeurs ou mineurs) encourrent de sévères peines de prison ferme.

Or l'un des criminels est « condamné » à 2 000 francs d'amende, l'autre à 4 000 f., le dernier à un mois de prison avec sursis et à 4 000 f. d'amende. Supposons que, pris de folie, ces voyous décident de payer leurs amendes : au total, ces 10 000 francs représentaient alors un après-midi de *deal* de haschisch (soixante barrettes de 5 grammes).

Telle est la "Politique de la ville", dans le concret et depuis 30 ans. Une violence toujours autant déchainée - parfois plus. Cent milliards gaspillés sans résultats. Une population terrifiée et malheureuse. Et des politiciens aux abonnés absents, sorti du registre jérémiades-à-chaud.

### **5 - Preuve du catastrophique échec : la criminalisation**

Définir la criminalité propre à la "Politique de la ville" est aisé : c'est l'illicite qui n'advierait pas si cette "politique" avait atteint les objectifs qu'elle s'est assignés, sur des territoires qu'elle a choisis.

Cas d'école : Marseille, où l'on jugeait, au printemps 2014, une élue socialiste au conseil général, en charge de la "Politique de la ville" (*Le Figaro*, 2/06/2014). L'arnaque était la suivante : Abderrazak Z., "un caïd plusieurs fois condamné" et d'autres bandits des cités "connus de la justice pour violences volontaires, tentatives de meurtres, séquestration et escroquerie", montaient des associations pour "La construction d'un nouvel environnement plus sain" ou pour "la réhabilitation de l'image des quartiers nord" ; un si risible bidonnage que le plus naïf des fonctionnaires aurait dû les rejeter sur le champ,

Le racket s'opérait "via des associations fictives montées par des escrocs ayant détourné près de 740 000 euros de subventions". A tel point que Monique Zerbib, présidente de la Cour d'appel finit par lâcher : "C'est quoi la politique de la ville ? C'est des charrettes de billets qu'on déverse dans les quartiers et on se sert ?"

Bonne définition, Mme la Présidente - et pas qu'à Marseille, ces dernières années. Car, en mauvaise posture, l'élue socialiste en cause menace : "vous ne connaissez pas l'ampleur des détournements qui ont eu lieu dans d'autres secteurs de cette institution" avertit-elle. Et comme le clame la Cour des comptes, ce schéma a massivement servi, ailleurs en France.

D'où cette première suggestion : le moment venu, pratiquer un implacable et minutieux audit des finances de la "Politique de la ville".

Lui seul révélera la probable vérité : que tout ou partie des milliards des contribuables auront alimenté de juteuses magouilles immobilières, ou engraisés des gangsters et leurs complices des milieux associatifs et de la classe politique.

### **6 - Causes d'un massif échec : l'énorme non-dit de l'immigration hors-contrôle**

Dès l'origine et dans son nom même ("de la ville") cette "politique" élude le facteur migratoire et la réalité criminelle des territoires qu'elle prétend régénérer ; et par

bienséance, tout éventuel lien entre l'un et l'autre. Ainsi, les rapports et documents de l'Observatoire national des ZUS conçoivent-ils la "Politique de la ville" comme un pur problème social, d'emploi et d'urbanisme, et sont muets sur l'immigration, les nationalités d'origine des populations, etc.

Or un précieux "Rapport au premier ministre" d'avril 2011 "La France sait-elle encore intégrer les immigrés" (Haut Conseil à l'Intégration, HCI, la Documentation française) révèle la réalité démographique des territoires d'une "Politique de la ville", "née des concentrations d'immigrés jugées excessives et plus particulièrement (nous soulignons) *des désordres qui leurs sont associés*". Soulignons ici que le président du HCI est l'ex-président de la Ligue Internationale Contre le Racisme et l'Antisémitisme (Licra).

Sur les habitants de la "Politique de la ville", ce rapport pose la question cruciale : "Comment trouver des solutions à des problèmes que l'on ne nomme pas convenablement ou que l'on refuse de connaître ?". Il souligne aussi "l'importance de l'économie souterraine liée aux trafics de stupéfiants. La gravité de ce phénomène a longtemps été totalement sous-estimée dans son impact sur l'émergence d'une société alternative où les caïds contrôlent les cités".

L'origine de ces caïds ? "Les communautés nord-africaines et africaine sont, parmi les étrangers interpellés pour trafic local de drogue, les plus nombreuses, à savoir 3 865 individus entre 2005 et 2009, correspondant à quelque 70% des trafiquants locaux de nationalité étrangère interpellés".

Cas concret : une fois encore, la fameuse "Cité des Poètes". Pour *Le Monde* (19/06/2014) il s'agit d'"un quartier à forte proportion d'étrangers". Selon l'INSEE, ils représentent un tiers de la population ; le reste étant des Français de diverses origines.

Voyons maintenant qui a voté aux dernières élections européennes (tous des Français, forcément) : 98 électeurs sur 883 inscrits ; ce qui suggère qu'aux "Poètes" vivent quelque 12% de Français d'origine et d'immigrés (ou descendants) bien intégrés. Le reste...

Et l'avenir ? On redoute désormais la "fine segmentation interne des quartiers d'habitat social". Décodeur : la bienséante formule "fine segmentation interne" signifie qu'à l'issue d'un nettoyage ethnique, un *apartheid* interne divise toujours plus les communautés immigrées (licites ou clandestines) peuplant les territoires de la "Politique de la ville" : les Africains de l'Ouest dans tel immeuble ; les Maghrébins dans tel autre, etc.

### **7 - Causes d'un massif échec : une politique typiquement "soviétique"**

La "Politique de la ville" a donc échoué de part en part : ghettos en plein repli communautaire ; chômage massif (surtout chez les jeunes) ; économie souterraine florissante ; criminalité omniprésente. Trente-sept ans durant, la "Politique de la ville" a dilapidé les milliards à désenclaver, inciter, réhabiliter, favoriser tout et le reste et elle a abjectement échoué.



Sur "ses" territoires, dans le meilleur des cas, tout ou presque va aussi mal qu'en 1977 ; trop souvent, c'est bien pire encore.

Un abyssal échec qui ressemble fâcheusement à cet objet d'hilarité que fut l'agriculture soviétique. Souvenons-nous : une idiote planification avait mené cette agriculture au désastre? Une planification plus tatillonne encore la rendrait florissante.

Or la "Politique de la ville", c'est Staline au pays des Shadocks - un peu plus de foutoir seulement, et un peu moins de *Goulag*. Cela fait bientôt quarante ans que la médication subventions-aux-associations-plus-rénovation-urbaine échoue misérablement à soulager le malade ? En juin 2014, le gouvernement propose de plus fortes doses encore de cette même potion toxique.

Et tout à l'avenant : sur cette "Politique" une Cour des comptes accablée déplore "un enchevêtrement sans cohérence des zonages... programmes, dispositifs et périmètres". La Cour dénonce aussi les allocations de crédits absurdes - En Ile-de-France, la Seine-Saint Denis a ainsi "l'allocation la plus faible" ; et souligne que la "gestion chaotique de la rénovation urbaine" n'a "pas permis de réduire les inégalités dans les quartiers sensibles" - 536 millions d'euros ainsi gaspillés (entre combien d'autres ?) pour la seule année 2012.

Plus le « Programme national de rénovation urbaine » de M. Borloo qui « n'a pas atteint ses objectifs », tout en ayant coûté 42 milliards de 2004 à 2013 (lisez bien : 42 *milliards* d'euros).

Intoxiquée par la "Politique de la ville", l'administration périurbaine finit par sombrer dans l'incohérent et l'absurde. En juin 2014, on apprend que dans les banlieues, "la carte d'implantation des agences de Pôle-Emploi est sans rapport avec celle du chômage". Et que les "Emplois d'avenir" - clairement prévus pour les jeunes des ZUS - "sont pour l'instant affectés à plus de 80% à des jeunes hors de ces zones".

Or devant cette pathétique foirade, ceux qui ont le pouvoir de dire - hauts fonctionnaires, politiciens, stars des médias - se taisent et détournent les yeux. Balayons la poussière sous le tapis, oublions, nions, et le cauchemar "Politique de la ville" se dissipera bien.

Mais non - il ne se dissipera pas. Car depuis près de quarante ans, nulle décision politique fondamentale n'a été prise pour régler une fois pour toute la question ; pour libérer des millions de malheureux, de ghettos où ils gémissent trop souvent sous la botte de criminels.

Or comme l'énonce la philosophie, en politique, la décision est tout : "Les décisions ne s'obtiennent pas du fait de discourir à leur sujet, mais du fait qu'est créée une situation et que sont appliquées des dispositions, au sein desquelles la décision est inéluctable et où toute tentative pour l'é luder revient en fait à la décision la plus grave". (Martin Heidegger).

### ***La "Politique de la ville" : Brève histoire d'un monstre***

Le "Ministère de la Ville" est créé en 1991 sous Mitterrand ; de là à 2014, ont défilé 3 ministres en charge de la ville, 7 ministres entre autres chargés de cette politique, 6 ministres délégués, 4 secrétaires d'Etat.

Parmi ceux-ci : Michel Delevoye, Bernard Tapie, Simone Veil, Eric Raoult, Xavier Emmanuelli, Claude Bartolone, Jean-Louis Borloo, Fadela Amara, etc.

Soit en moyenne, un ministre tous les 14 mois...

### ***La marche vers l'abîme***

**1977** - (Giscard d'Estaing) Plan "Habitat et vie sociale"

**1981-83** - (Mitterrand) Plan "Développement social des quartiers" et "plan banlieue 89"

**1991** - (Rocard) Loi d'orientation pour la ville

**1996** - (Chirac) Pacte de relance pour la ville ("Plan Marshall 1")

**1999-2001** - (Jospin) Rénovation urbaine et solidarité

**2003** - (Borloo) Loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine

**2008** - (Sarkozy) Espoir Banlieue ("Plan Marshall 2")

**2013** - Plan Hollande Ayrault ("absence d'objectifs chiffrés")

**2014** - Plan Vallaud-Belkacem - *pour la dixième fois, la mouche fonce sur la vitre, persuadée, cette fois-ci, de passer à travers...* ■